Résolution sur l’absence d’informations sur la situation de Mikalaï Statkevitch et les récentes attaques contre des membres de la famille de personnalités politiques et de militants biélorusses

2023/3023(RSP) - 14/12/2023 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a adopté, par 489 voix pour, 7 contre et 42 abstentions, une résolution sur l’ absence d’informations sur la situation de Mikalaï Statkevitch et les récentes attaques contre des membres de la famille de personnalités politiques et de militants biélorusses.

Le texte adopté en plénière a été déposé par les groupes PPE, S&D, Renew, Verts/ALE, ECR et les députés.

L'ancien candidat à la présidence et lauréat du prix Sakharov 2020, Mikalaï Statkevich, est emprisonné depuis 14 ans pour des motifs politiques. Maintenu à l'isolement sous haute sécurité, son état de santé se détériore et ses avocats et sa famille sont privés d'informations et de contacts depuis plus de 300 jours. D'autres prisonniers politiques biélorusses de premier plan ont également été soumis à un isolement similaire.

Le Parlement a demandé la libération immédiate et inconditionnelle de Mikalaï Statkevich et des 1500 prisonniers politiques. Il a demandé l'abandon de toutes les charges retenues contre eux, leur réhabilitation complète et une compensation financière pour les dommages subis du fait de leur privation de liberté.

La résolution insiste sur le fait que les prisonniers doivent recevoir une assistance médicale appropriée et avoir accès à des avocats, à leur famille, à des diplomates et à des organisations internationales, qui peuvent évaluer leur état et leur fournir une aide.

Le Parlement a demandé à l'UE et à ses États membres de soutenir les prisonniers politiques et leurs familles en saisissant toutes les occasions d'exiger leur libération immédiate, en convoquant les derniers représentants diplomatiques du régime pour demander des preuves de leur état et de leur localisation, en accordant des visas humanitaires pour répondre efficacement à la question de l'apatridie, en fournissant une réadaptation et un soutien pratique et financier, et en augmentant la pression sur le régime par de nouvelles sanctions.

Enfin, le Parlement a réitéré son appel à poursuivre et à sanctionner tous les responsables de violations des droits de l'homme et de crimes de guerre sous le régime de Loukachenko.